

Olivier BLONDEAU, avec la collab. de Laurence ALLARD
, dirs., *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre
défection et expérimentation*

Paris, Éd. Amsterdam, 2007, 390 p

Irma Ramos Santana



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/312>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 308-311

ISBN : 978-2-8143-0056-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Irma Ramos Santana, « Olivier BLONDEAU, avec la collab. de Laurence ALLARD, dirs., *Devenir média.*

L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation », *Questions de communication* [En ligne],

18 | 2010, mis en ligne le 09 mai 2012, consulté le 30 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/312>

Olivier BLONDEAU, avec la collab. de Laurence ALLARD, dirs., *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*.

Paris, Éd. Amsterdam, 2007, 390 p

L'émergence des technologies de l'information et de la communication (TIC), autant que ses répercussions sur les plans économique, politique, culturel et social, font de celles-ci la source des rêves et de fantasmes. La mondialisation avec ses conséquences sociales, les polarisations sociales et les mouvements sociaux ont donnée naissance au mouvement altermondialiste. En même temps, l'appropriation technique et sociale de l'internet pourrait bouleverser la philosophie de l'organisation et donner un nouveau visage au militantisme. L'ouvrage aborde cette problématique.

Afin de montrer les motivations principales des théories de l'action collective (p. 19), Olivier Blondeau et Laurence Allard ont structuré leur travail à partir d'une compilation des rencontres avec des activistes (étudiants en sciences sociales ou en philosophie, enseignants, critiques d'art, informaticiens, etc.). Tout au long du livre, ils font appel aux résultats d'une enquête réalisée entre 2001 et 2006 sur le « médiactivisme », formule qu'emploient les acteurs pour désigner leur pratique (p. 31). La problématique de la défection y est centrale. Les auteurs analysent les sens de la désaffiliation « retrait communautaire, individualisme ou acte constituant peuvent aussi viser à tenter de refonder la politique » (p. 24), et la notion de resignification qui recouvre l'ensemble des productions et discours visant à reformuler et à réinterpréter des discours ou des pratiques dominantes. Pour les auteurs, « dans le domaine des technologies de l'Internet, la notion de curiosité est inséparable de celle d'expérimentation » (p. 26). En reprenant la thèse de Thierry Vedel selon laquelle, « internet favorise une propension à l'expérimentation [...] qui traverse l'histoire de la démocratie électronique » (p. 27), ils utilisent ces notions afin de « réinterroger les formats d'énonciation, de publicisation et de circulation de la parole publique » (*ibid.*), embrassant ainsi « les trois grandes dimensions axiologiques autour desquelles se

structure le débat sur la démocratie électronique [...] l'information des citoyens, le débat et la discussion ainsi que la délibération et la prise de décision » (*ibid.*). L'ouvrage offre un aperçu du développement du médiactivisme en France dans ses différentes phases de mobilisation. Commençant par la période qui va du milieu des années 90 avec l'apparition de l'hacktivisme jusqu'aux « actions de protestation qui ne se mettent plus en scène dans la rue mais au sein des systèmes d'information » (p. 41) où l'efficacité de la désobéissance électronique apparaît comme la seule manière de déstabiliser le pouvoir (p. 42). Ensuite, les auteurs analysent l'importance acquise par le Web et les listes de discussion dans l'internet militant qui caractérise la période allant de 1995 à 2001 (p. 43). Est également analysé le tournant culturel de l'activisme des années 2001-2004 « marqué par le déclin relatif des formes antérieures d'activisme et par l'émergence de nouvelles problématiques, de nouvelles mobilisations liées à l'apparition de nouveaux outils » (p. 47). Enfin, une partie est consacrée à la « période de basculement » entre 2004 et 2005, « moment où le web sort dans la rue » avec le développement de technologies de mobilité et le Web 2.0 (p. 52).

Olivier Blondeau et Laurence Allard exploitent des données recueillies par une collecte réalisée pendant plus de dix ans sur le terrain de l'activisme électronique. Même s'ils considèrent que le fait « qu'il n'y avait pas de corpus préétabli » (p. 54) ne représente pas une difficulté car le « corpus s'enrichissait au fur et mesure que le travail avançait », ils remarquent que « la pertinence des données, censées être analysées pour en tirer des conclusions plus générales, n'était pas toujours garantie » (*ibid.*). D'après les auteurs, « la « méthode activiste » [...] apparaît comme une formulation synthétique de notre approche de terrain » qu'ils synthétisent ainsi : « expérimentez toujours, n'interprétez jamais » (p. 57).

La première partie est divisée en cinq chapitres où il s'agit d'analyser « le tournant culturel de l'internet militant ». Dans le premier, intitulé « L'héritage des médias communautaires, libres et associatifs », des sources du média activisme audiovisuel antérieures à l'apparition de l'internet sont évoquées, la méthode comparative utilisée cherche alors à étudier les médias communautaires, libres ou associatifs aux États-Unis, en Italie et en France. Le champ d'étude est structuré autour de deux grands axes principaux : le premier s'établit autour du débat « d'une part les tenants de la « critique des médias » et de l'autre ceux qui s'attachent à la critique de la communication [...] ». Avec l'apparition d'Internet et des moyens

numériques de production et de diffusion, ce débat se prolonge, se complexifie et s'amplifie » (p. 95), de ce fait, les auteurs considèrent l'activisme médiatique comme « des tentatives de mise en œuvre d'un média perspectiviste redistribuant la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles (militants, témoins) et professionnels (journalistes, experts), et représente un « laboratoire techno politique tout autant qu'esthétique de déconstruction et de resignification de la notion même d'information » (*ibid.*). Le second axe principal, qui structure le champ de ce « médiactivisme » antérieur à l'internet, est celui du médium télévisuel. Pour la plupart des médias communautaires, la télévision représente le « modèle dominant que l'on critique, que l'on parodie [...] que l'on essaie de reproduire ». De ce fait, « pour devenir soi-même une source crédible et audible d'information, il faut « devenir-télévision » » (p. 95).

Dans le deuxième chapitre, « Le tournant vidéo de l'internet militant », les auteurs cherchent à « mesurer la puissance critique de la télévision ainsi que son obsession à se définir une identité médiatique propre » (p. 97). Ils sont contre l'idée selon laquelle « chaque média récapitule les développements médiatiques antérieurs » (*ibid.*). Si, fréquemment, la notion de récapitulation est associée à une lecture linéaire de l'évaluation des médias, il ne faut pas oublier qu'« un média est souvent sujet à la controverse et pris dans des rapports de force » (p. 98). En outre, ils soulignent « combien le rôle du concepteur [...] est central dans ce processus non linéaire et souvent contradictoire » (*ibid.*). Ils placent ce tournant vidéo « dans une tension entre l'héritage réflexif du cinéma expérimental et militant d'une part, et des dispositifs technologiques possédant leur propre spécificité de l'autre » (*ibid.*).

Faisant toujours usage du corpus de référence, le troisième chapitre intitulé « Stockage et diffusion des vidéos sur Internet » s'intéresse à la question de la diffusion et de la distribution des vidéos activistes. Pour les auteurs, « une vidéo, comme un film documentaire de cinéma, est une œuvre qui devait impérativement posséder une autorité et une intégrité » (p. 129). Ils cherchent à expliquer l'échec de « l'utopie vidéo » en France où « la question de la légitimité du documentaire et de la vidéo par rapport au cinéma est cruciale » (*ibid.*) par l'étude du « rôle du droit d'auteur français qui privilégie le droit de l'auteur sur les droits du public » (*ibid.*). Ils opposent la mise en travail des films qui suppose une perspective

de « capitalisation » à la sauvegarde de films dans une perspective de « patrimonialisation ».

« De l'expanded cinéma au Web élargi ou quand le Web sort dans la rue » (p. 193), tel est le titre du quatrième chapitre dans lequel Olivier Blondeau et Laurence Allard abordent les modes et les lieux de publicisation des vidéos militants : il s'agit de démontrer que « la diffusion des vidéos ne se réduit pas à la circulation, au stockage et à l'archivage sur le Web » (*ibid.*). Ils soutiennent l'idée qu'avec le mouvement de projection dans des lieux alternatifs et autogérés, la réception du film ne prend plus place dans l'espace privé mais devient une pratique collective. Ainsi « les technologies de flux se trouvent[elles] au centre de ces pratiques expérimentales [...], telles la recherche de mobilité et la réappropriation de l'espace urbain (p. 194).

À travers quelques exemples, les auteurs illustrent la façon dont les activistes sont aujourd'hui mobilisés pour « designer », au sens anglais du terme, des machines et des pratiques, réalisant la « R&D » de grandes entreprises (p. 195). Ils mettent en avant la question du rôle de l'espace public dans les sociétés, rôle qui conditionne les usages du sms et plus généralement ceux de la « mobculture » ou culture de la mobilité (p. 200). De ce fait, « le téléphone portable et particulièrement la technologie du sms, n'a plus à être considéré comme un outil instrumental des luttes sociales, mais est devenu à son tour un dispositif à investir et à modeler » (p. 201). Selon les chercheurs, « des médias communautaires diffusés, pour l'essentiel, sur les réseaux de télévision câblés ou sur des fréquences d'ondes courtes de radio, ont eu tendance à inscrire leur travail de communication dans des territoires et/ou dans des communautés » (p. 233). Mais, l'arrivée de l'internet, média planétaire, qui invite à repenser la question des territoires, a considérablement bouleversé cet état de fait. C'est à travers la notion de « médiascape » développée par l'anthropologue Arjun Appadurai, qu'Olivier Blondeau et Laurence Allard s'occupent, dans le cinquième chapitre « Médiascape et vernacularisation du Web militant » (p. 233), du devenir commun du médiactivisme qu'ils considèrent comme l'« une des caractéristiques à la fois sociotechnique et politique des médias alternatives » (p. 234) du fait que « le médiascape se substitue aujourd'hui aux figures traditionnelles de l'engagement (comme le prolétariat et le parti) devenues anachroniques et ne résistant pas en particulier à l'éclatement du cadre national. » (p. 238). Ainsi les notions « développées par d'Arjun Appadurai – « médiascape », « voisinage électronique

virtuel » et « vernacularisation » – demeurent[elles] pertinentes car elles permettent d'échapper à toutes les analyses qui, faute d'avoir une perspective globale et surtout dynamique des luttes à l'échelon mondial, rabattent la réalité actuelle des mouvements sociaux sur des analyses en termes de dispersion, d'éparpillement ou de cycles » (p. 251).

Dans les trois chapitres qui constituent la seconde partie (pp. 253-365) les auteurs s'interrogent sur la nature de l'espace dans lequel des expérimentations techniques, politiques, juridiques et esthétiques se déploient. Dans le sixième chapitre, ils proposent « de penser ces phénomènes en termes d'espace et de temporalité » (p. 255). Pour faire connaître cet espace de pratiques, la méthodologie s'appuie sur une « cartographique résistante » interprétée comme « une des procédures de ce « devenir commun » qui doit former aujourd'hui l'horizon des pratiques militantes dans le monde réel « augmenté » depuis le réseau » (p. 256). Par l'analyse des exemples concernant « la dimension stratégique que recèle le développement des représentations visuelles de l'espace militant du réseau » (p. 278), ils remarquent le croisement entre la notion de « médias tactiques » développé par Dominique Cardon et Fabien Granjon et celle de « médias activistes » (voir leur *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010). Pour les auteurs, la création d'une carte des réseaux activistes exige de prendre en compte des dimensions subjectives, historiques, techniques et culturelles, d'approfondir « la manière dont les acteurs se définissent et se repèrent dans l'espace du réseau à travers leurs propres cartographies, et se demander quelles sont leurs finalités dans cette stratégie cartographique » (p. 280) afin de cartographier des réseaux militants et des liens entre acteurs, mais aussi les liens que ceux-ci entretiennent avec les principales organisations liées au logiciel libre. Les auteurs s'appuient sur la démarche utilisée par Richard Rogers et Noortje Mares (p. 281), pour lesquels « cette cartographie de liens est un outil [...] visant à mettre en évidence la manière dont se construisent les questions politiques et les procédures selon lesquelles les mouvements sociaux contribuent à redéfinir, à ré-signifier et à réorienter les questions publiques et politiques » (p. 282). Même si les auteurs considèrent comme « prématuré d'avoir un regard distancié sur le phénomène de géolocalisation » (p. 298), ils constatent que celui-ci « permet de déterminer une position dans l'espace physique, et d'accéder à des informations de proximité ou à des services « contextualisés », adaptés à des lieux ou à des situations spécifiques » (*ibid.*).

Dans le septième chapitre, « Les multitudes seront « syndiquées » ou ne seront pas : la politique d'agrégation » (p. 309), Olivier Blondeau et Laurence Allard s'occupent de la capacité « d'agir politique » en faisant référence aux travaux de Michael Hardt et Toni Negri sur la notion de « devenir commun » développée dans l'ouvrage *Multitudes. Guerre et démocratie à l'âge de l'empire* (Paris, Éd. Fayard, 2006), où ils affirment la transition à un tournant politique majeur, en passant « d'une conception du corps social perçu [...] comme une identité unique à une conception d'un nouveau corps composé de singularités irréductibles, plurielles et multiples » (p. 310). En conséquence, « le rôle des médias n'est plus de produire de l'identité mais de permettre aux singularités de s'inscrire dans un "devenir-commun" » (*ibid.*). Ils font également référence aux travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur le concept « d'alliance des subjectivités » pour décrire « des formes d'agrégation volontaire qui s'expriment à travers la notion de syndication » (p. 311) car, pour les auteurs, « dans le mediascape, le syndication de contenu constitue un élément décisif » et par cette voie là, ils montrent comment « à travers d'un dispositif technique, s'expérimentent de nouvelles formes et procédures d'organisation politique » (*ibid.*).

Le huitième chapitre, « Politique de l'agrégation : un simple "décisionnisme du lien" ? », interroge les pratiques multiples de cartographie stratégique en tant que ressources pour l'action. La carte serait « une manière de donner cohérence à des pratiques en les inscrivant dans un territoire d'action qui soit commun », un lieu où « un même mouvement cartographique permet à chacun de se situer pour contribuer à la production de ressources communes, d'un bien commun » (p. 365), et le « Web 2.0 est une façon de comprendre comment les individus et des collectifs sont inter-reliés pour des causes communes locales et globales » (p. 368). C'est ce « décisionnisme du lien », la plupart du temps invisible, qui constitue « un nouveau champ d'exploration des potentialités politiques du réseau » (p. 369).

Pour conclure, les auteurs reviennent sur la question de départ : « Internet peut-il être considéré comme un outil au service de la démocratie, des mobilisations collectives, de la politique, etc.? ». Ce phénomène est analysé d'un point de vue des dispositifs, des choses, des objets, des axes de recherche très proches des travaux de Bruno Latour et la « démocratie orientée objet » selon laquelle, la solution aux grands maux de la démocratie passerait par le design d'objets, et des travaux critiques de Thierry Vedel sur l'utopie

de la « cyberdémocratie ». Pour les auteurs, la problématique de « la défection se présente comme une manière de contourner les questions de légitimité et de pouvoir que l'on pose aux mouvements sociaux, l'expérimentation doit être conçue comme un effort incessant d'invention de formes d'organisation constamment renouvelées » (p. 372).

Sur la mise en question de la démocratie – en faisant référence au phénomène des blogs pendant la campagne présidentielle de 2005 en France –, ils concluent que « le recours à l'objet lui-même n'est pas une garantie de renouvellement au débat public ou du regard que l'on peut poser sur la démocratie » (p. 378). L'analyse de l'expérience d'ATTAC est également là « pour nous prémunir contre la tentation de considérer que des objets, des dispositifs peuvent en eux-mêmes "réenchanter la démocratie" » (p. 380). Finalement, pour les chercheurs, « la politique technologique des activistes prétend seulement ouvrir la boîte noire de la démocratie pour pouvoir continuer à l'expérimenter comme forme de vie possible » (p. 380). *A fortiori*, cet ouvrage constitue une ample source d'information destinée aux étudiants et professionnels qui s'intéressent aux interdépendances entre l'activisme et les médias, et à leurs pratiques communes.

Irma Ramos Santana

CREM, université Paul Verlaine-Metz
iramos@hotmail.fr